



L'élevage biologique des herbivores préserve le lien au sol et respecte plusieurs règles en matière de bien-être et de santé. Il exclut ou limite l'utilisation de produits et méthodes non naturelles.

Conversion des animaux



RUE 2016/846 - Annexe II - Partie II, 1.2

La durée de conversion des terres, c'est-à-dire des prairies et des cultures destinées à l'alimentation des animaux, est de 24 mois. La conversion du troupeau peut démarrer lorsque les conditions d'élevage sont conformes : alimentation, conditions de logement...



Crédit photo: CDA 66



Dans le cas d'une conversion du troupeau non simultanée à celle des terres, la durée de conversion est de 12 mois.

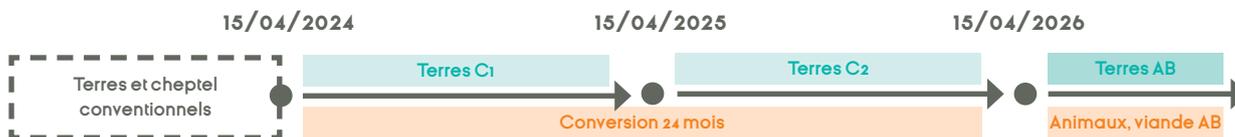
Dans ce cas, vous devez avoir en tête que :

- > les animaux peuvent démarrer leur conversion au plus tôt lorsque les terres passent en 2^{ème} année de conversion,
- > la part, dans les rations, d'aliments C1 et C2 est limitée (voir paragraphe Alimentation).



Dans le cas d'une conversion du troupeau simultanée à celle des terres, les animaux présents au moment de l'engagement ainsi que leur descendance et leurs produits (viande, lait) sont considérés biologiques à la fin de la période de conversion des terres. Pendant ces 24 mois de conversion, les animaux peuvent consommer ce qui est produit sur la ferme sans avoir à se soucier du statut des récoltes (C1, C2...).

EXEMPLE DE CONVERSION SIMULTANÉE



Mixité



RUE 2016/846 - Article 9

Sur une même exploitation, la conduite d'animaux biologiques et non biologiques est possible dans la mesure où il s'agit d'espèces différentes : par exemple des daims biologiques et des vaches non biologiques.

Origine des animaux



RUE 2016/846 - Annexe II - Partie II, 1.3

Les animaux achetés à l'extérieur devraient toujours être issus d'élevages biologiques. A des fins de reproduction, il est toutefois possible de déroger à cette règle :

Dans le cadre du renouvellement du cheptel, l'achat de femelles nullipares non biologiques est autorisé, sous dérogation, avec les restrictions annuelles suivantes :

- > maximum 20 % du cheptel adulte dans le cas général,
- > maximum 40 % du cheptel adulte en cas d'extension importante de l'élevage, de changement de race ou de nouvelle spécialisation du cheptel.

Quant aux mâles reproducteurs, ils peuvent être issus d'élevages conventionnels. Leur viande ne sera valorisée en filière AB qu'à l'issue des 12 mois de conversion.

Dans le cadre de la constitution du cheptel, l'achat d'animaux non biologiques est autorisé, sans limite de nombre, pour autant que ceux-ci soient âgés de moins de 6 mois. Pour cette raison il est souvent conseillé de constituer le cheptel avant de démarrer la conversion de la ferme.



La base de données « AnimauXBio » répertorie les animaux biologiques en vente en France. Si aucune offre ne répond aux critères recherchés, vous pouvez demander une dérogation pour l'achat d'animaux non biologiques.

<https://animaux-biologiques.org>



RAPPEL (RÉGLEMENTATION GÉNÉRALE)

Les éleveurs souhaitant se lancer dans l'élevage de cervidés (espèces considérées sauvages) doivent se faire délivrer un « certificat de capacité » par la préfecture.

Arrêté du 8 février 2010 fixant les caractéristiques et les règles générales de fonctionnement des établissements d'élevage détenant des cervidés et des mouflons méditerranéens.

Lien au sol



RUE 2016/848 - Annexe I - Partie I, 1.9
RUE 2016/848 - Annexe II - Partie II, 1.6 et 1.9

La production animale hors sol est interdite.

Les effluents d'élevage biologique sont épandus sur des terres biologiques (celles de l'exploitation elle-même ou celles d'autres exploitations biologiques avec lesquelles est établi un accord de coopération) en respectant la limite de 170 kg N/ha/an, soit maximum 2 UGB/ha.

Au moins 70 % des aliments proviennent de l'exploitation elle-même ou, si cela n'est pas possible, d'exploitations biologiques de la région. Des contrats de coopération peuvent faire intervenir des collecteurs de grains ou des fabricants d'aliments.

Alimentation



RUE 2016/848 - Annexe II, 1.4 et 1.9
RUE 2020/464 - Article 2

Le système d'élevage repose sur une utilisation maximale de l'herbe. Au moins 60 % de la ration journalière provient de fourrages grossiers, frais, séchés, enrubannés ou ensilés (ce taux peut être descendu à 50 % pour les animaux en début de lactation). Les jeunes sont nourris au lait maternel, de préférence à d'autres laits naturels, pendant une période minimale de 3 mois. L'utilisation d'aliments d'allaitement de remplacement est acceptée à condition que ceux-ci ne contiennent, ni composants chimiques de synthèse, ni composants d'origine végétale, et qu'ils soient certifiés AB.

Les aliments distribués aux animaux sont garantis non OGM et certifiés AB. Il est cependant autorisé :

ALIMENTS C1	Uniquement les fourrages pérennes et les protéagineux autoproduits. Maximum 20 % de la formule alimentaire moyenne.
ALIMENTS C2	Maximum 25 % de la formule alimentaire moyenne si les aliments sont achetés à l'extérieur et sans limite si les aliments sont autoproduits.
EPICES, HERBES AROMATIQUES ET MÉLASSE NON BIOLOGIQUES	Uniquement si la forme biologique n'est pas disponible. Maximum 1 % de la formule alimentaire moyenne. Préparation sans solvants chimiques.
HUILE DE FOIE DE MORUE NON BIOLOGIQUE	Uniquement si la forme biologique n'est pas disponible. Maximum 1 % de la formule alimentaire moyenne.
MINÉRAUX (CALCIUM...)	Uniquement les produits énumérés en annexe III du RCE 2021/1165.
OLIGO-ÉLÉMENTS (SELENIUM, IODE...)	Uniquement les produits énumérés en annexe III du RCE 2021/1165.
VITAMINES DE SYNTHÈSE	Uniquement si les apports par les aliments et les vitamines naturelles sont insuffisants. Uniquement les vitamines A, D et E.
ADDITIFS	Uniquement les produits énumérés en annexe III du RCE 2021/1165.

Les chiffres sont calculés en pourcentage de matière sèche des aliments d'origine agricole.

Dérogation " Perte de production fourragère "

En cas de non disponibilité de fourrages biologiques et de pertes avérées liées, notamment, à des conditions climatiques exceptionnelles, à une contamination par des substances toxiques, à un incendie..., une dérogation peut être demandée pour l'achat de fourrages non biologiques. La dérogation n'est considérée comme accordée qu'après réception d'un avis favorable de l'INAO et elle est limitée dans le temps.



Pour effectuer une demande en ligne :
<https://sve.derogationbio.inao.gouv.fr>

Conditions de logement et accès au plein air



RUE 2016/848 - Annexe II - Partie II, 1.6, 1.7 et 1.9
RUE 2020/464 - Annexe I

Les herbivores disposent d'un accès permanent aux pâturages chaque fois que les conditions pédoclimatiques le permettent. En période de végétation, le pâturage doit donc être garanti dans l'enclos. En fin de gestation et au moins pendant les 2 semaines suivant la mise-bas, les femelles ont accès à des espaces couverts de végétation leur permettant de cacher leurs petits.

Enclos

Les enclos disposent d'abris, de cachettes et de clôtures adaptées ne risquant pas de blesser les animaux. Ils sont dotés d'équipements ou couverts de végétation permettant aux animaux de frotter leurs bois. Les points d'alimentation sont disposés dans des endroits protégés des intempéries. Dans les enclos destinés aux cerfs élaphe, les animaux doivent pouvoir se rouler dans la boue pour entretenir leur pelage et réguler leur température.

Bâtiments d'élevage

Au moins la moitié de la surface au sol est sans caillebotis. Les aires de couchage sont suffisantes, sèches et recouvertes de litière (paille ou autres matériaux naturels).

ANIMAUX	SURFACES MINIMALES DES ENCLOS	DENSITÉS MAXIMALES DANS LES ENCLOS*
Cerf sika	1 ha	15 adultes/ha
Cerf élaphe	2 ha	7 adultes/ha
Cerf du père David	2 ha	7 adultes/ha
Daim	1 ha	15 adultes/ha
Plusieurs espèces	3 ha	7 ou 15 adultes/ha (selon les espèces présentes)

* Deux cervidés âgés de moins de 18 mois comptent pour un adulte

L'attache et l'isolement sont interdits. L'isolement est toléré s'il s'agit d'une mesure individuelle et limitée dans le temps, justifiée par des raisons vétérinaires.

Reproduction



RUE 2016/848 - Annexe II - Partie II, 1.3

La synchronisation des chaleurs à l'aide d'hormones et les transferts d'embryons sont interdits.

L'insémination artificielle est autorisée.

Transport



RUE 2016/848 - Annexe II - Partie II, 1.7

Les temps de transport sont réduits. L'embarquement et le débarquement des animaux s'effectuent sans stimulation électrique destinée à contraindre les animaux. L'utilisation de calmants allopathiques est interdite.

Gestion sanitaire



RUE 2016/848 - Annexe II - Partie II, 1.5

La prévention des maladies passe par les pratiques d'élevage, l'alimentation et les conditions de logement. L'utilisation préventive de médicaments allopathiques de synthèse est interdite. En cas de maladie ou blessure, il est recommandé d'avoir recours en priorité aux produits phytothérapeutiques, homéopathiques... Les médicaments allopathiques de synthèse peuvent être utilisés, sous conditions :

Animaux abattus avant 12 mois d'âge

Maximum 1 traitement sur la durée de vie*
Sous prescription vétérinaire

Animaux abattus après 12 mois d'âge

Maximum 3 traitements sur 12 mois glissants*
Sous prescription vétérinaire

* Les vaccins, les antiparasitaires et les plans d'éradication obligatoires ne sont pas comptabilisés dans le nombre limité d'interventions allopathiques de synthèses ; pour autant leur emploi doit être justifié (analyses et/ou prescriptions vétérinaires).

Une pathologie donnée peut engendrer, pour un même animal, plusieurs prescriptions vétérinaires, ce qui ne compte que pour un seul traitement. Tous les traitements effectués sont inscrits sur le cahier d'élevage. Les ordonnances, les résultats d'analyses... sont conservés.



Les délais d'attente des médicaments vétérinaires sont systématiquement doublés. En cas d'absence de délai d'attente légal, un délai minimal de 48 heures est appliqué.

Si vous pratiquez la vente à la ferme :

- > Assurez-vous de la conformité des pratiques au niveau de l'atelier de transformation.
- > Vérifiez la certification AB des prestataires auxquels vous faites appel.
- > Pensez à faire valider les étiquettes par l'organisme certificateur.